

COMMUNIQUÉ

Madame, Monsieur,

Nous, étudiant-es de l'ETSUP, École Supérieure du Travail Social, apprenons ce matin lundi 28 avril 2025, la fermeture prochaine de notre école.

Réuni-es en Assemblée Générale, nous nous adressons à vous afin de faire part de nos revendications, faisant écho avec l'avenir-même du travail social.

Nous ne sommes pas sans savoir que la situation financière de l'ETSUP est particulièrement instable ces dernières années. En effet, le choix avait été fait de reconstruire une école pour répondre à des ambitions de rayonnement de l'école et aux besoins de formations en croissance, dans un contexte de concurrence toujours plus forte entre les centres de formation. S'en est suivie la vente des anciens locaux de Montsouris ainsi que le début d'un projet de construction à Arcueil financée sur la trésorerie propre de l'association gestionnaire sans aucune expertise immobilière préalable. Ce projet s'est rapidement enlisé à la suite des décisions questionnables de l'association gérante de l'ETSUP, concernant notamment le choix de l'entreprise de construction qui a rapidement fait faillite.

De plus, le choix a été fait de louer 1 étage et demi de la Tour Montparnasse pour accueillir temporairement les locaux de formation alors que les loyers induits étaient bien au-delà des moyens dont disposait l'ETSUP. Enfin, alors que le projet de construction n'avancait pas, les gestionnaires n'ont jamais remis en question la pertinence de rester dans les locaux de Montparnasse avant la mise en place du plan de sauvegarde.

Dans ce contexte, la communication de l'équipe de direction a toujours été floue. La date de déménagement dans les nouveaux locaux a sans cesse été repoussée sans que les étudiant-es soient informé-es des difficultés rencontrées par l'école sur le projet de construction.

Nos conditions d'études s'en sont retrouvées détériorées. Déjà l'année dernière, l'école n'était plus en mesure de financer le bail du 44ème étage de la Tour contraignant alors les étudiant-es à suivre leur cours dans des locaux non adaptés à leurs besoins et ne correspondant pas aux conditions de formation promues à notre entrée en formation.

Nous avons été invité-es à plusieurs reprises à accorder notre confiance aux personnes compétentes sur les questions de gestion financière malgré nos inquiétudes exprimées notamment lors des Conseils de Vie Étudiante. Nous avons finalement appris cette année qu'un plan de sauvegarde avait été déclenché par le directeur de transition arrivé en octobre 2024 afin d'assainir les finances de l'école et d'en assurer sa pérennité.

Dans un contexte toujours flou, sans communication d'information, ni aux étudiant-es, ni aux professionnel-les pédagogiques, nous apprenons que les garanties annoncées ne seront pas réalisables et que le plan de sauvegarde a été un échec. La région a décidé de ne plus faire confiance aux personnes chargées de la gestion de notre école provoquant des situations extrêmement difficiles pour les étudiant-es engagé-es dans la formation ainsi que les professionnel-les pédagogiques salarié-es de l'ETSUP qui, pourtant, ont sans cesse renouvelé leur implication et leur engagement dans la dispense des contenus de formation dans un contexte toujours plus compliqué.

Pour les étudiant-es de première et de deuxième année, la situation est très critique : Quid du déplacement vers de nouvelles écoles, quelle continuité dans les cursus ? Quid de la licence, notre formation étant en double diplomation en partenariat avec l'Université de Nanterre ? Quid des filières qui n'existent qu'à l'Etsup (Educateur-ices Techniques Spécialisé-es) ? Quid des redoublant-es ? Quid des étudiant-es sous contrats d'allocation d'études ? Quid des étudiant-es alternants ? Quid des étudiant-es étranger-ère-s venu-es en France pour un projet de formation qui n'existera plus l'année prochaine ? Quid des étudiant-es en reconversion professionnelle pour qui l'engagement dans la formation a nécessité nombre d'aménagements et sacrifices ?

Le secteur du social est en tension. Alors qu'il existe des dizaines de postes vacants dans les établissements médico-sociaux, les collectivités territoriales et les associations, la fermeture de notre école et la mise en péril de la formation de plusieurs centaines d'étudiant-es sont en totale contradiction avec les besoins actuels du secteur. Les conditions de formation et d'exercice sont précaires et pourtant de nombreuses personnes continuent à s'engager chaque année pour faire vivre le travail social et les spécificités de nos professions.

Aussi, cette situation s'inscrit dans un contexte plus global de mise en concurrence des écoles de formation qui fait écho aux mises en concurrence de nos futurs lieux de travail. Cette situation est symptomatique d'un système qui manque à ses missions les plus fondamentales et qui s'enlise dans une contradiction toujours plus grande entre demande d'application de politiques sociales pertinentes, ambitieuses et solidaires et restriction par les financeurs des moyens mis à disposition de ces politiques. Dans une société qui se polarise et où les inégalités n'ont jamais été aussi fortes, qu'est-ce que renvoie la fermeture d'une des écoles historiques du travail social ? Notre école, reconnue et réputée, a participé au rayonnement de ce qu'est le travail social d'aujourd'hui en France.

Il est fondamental que la Région continue à soutenir les étudiant-es de l'ETSUP en leur permettant de suivre une formation de qualité, essentielle à la qualité de l'accompagnement proposé aux personnes accompagnées des services sociaux et établissements médico-sociaux. Notre école, riche de son histoire, des compétences et de l'engagement de ses formateur-ices, doit être sauvegardée pour préserver les futures générations de travailleurs sociaux, travailleuses sociales, dont la spécificité des professions garantit une véritable complémentarité dans l'accompagnement des personnes les plus en difficulté. Ainsi, en tant qu'étudiant-es, et futur-es professionnel-les du travail social, nous faisons appel à vous afin de nous soutenir et préserver le futur du travail social. Nous revendiquons et demandons à la région de suspendre sa décision de ne pas renouveler les subventions et de continuer à discuter avec l'ETSUP, ses étudiant-es, ses professionnel-les et son équipe de direction pour parvenir à trouver une solution. Nous ne pouvons pas entendre qu'étudiant-es et professionnel-les pâtissent des mauvaises décisions de gestion de l'équipe de direction.

Les étudiant-es de l'ETSUP.